

Nos principales exigences pour les fêtes !

1

Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bien fondé et l'usage de ces aides. Aujourd'hui le montant des exonérations fiscales et sociales et autres aides aux entreprises s'élève à 170 milliards d'euros.

2

Il faut agir sur les salaires dans le privé et dans le public. Nous revendiquons l'ouverture immédiate des Négociations Annuelles Obligatoires par anticipation au titre de 2012 avec priorité sur les salaires et la résorption des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes.

3

Développer les politiques publiques et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé, de recherche, de politique énergétique.

4

Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics qui sont des outils pour la cohésion sociale et l'efficacité économique et sociale.

5

Il faut contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements en élargissant les pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leur entreprise, leur groupe, voire leur filière d'activité.

6

Réformer la fiscalité en profondeur. La baisse des taux d'imposition, l'augmentation des cadeaux fiscaux et une politique favorisant les revenus du patrimoine ont permis aux plus riches de s'enrichir davantage en contribuant moins aux besoins collectifs.

7

Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements. La puissance publique doit faire prédominer l'intérêt collectif dans la gestion du secteur financier.

8

Au plan européen et international, il faut taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

9

Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique, pour financer le développement social et économique, la réduction des inégalités à l'échelle de l'Union Européenne.

Ensemble, offrons-nous Noël !!

La compétitivité plombée par le coût du capital

Contrairement à ce que prône le patronat, ce ne sont ni le coût du travail ni la rigidité du marché du travail qui plombent la compétitivité des entreprises. L'enjeu porte plutôt sur la répartition des richesses entre le capital et le travail. Les richesses produites se décomposent ainsi :

- **La part aux salariés** : le salaire, y compris les cotisations sociales (part salarié et employeur) ;
- **Le reste** : réparti entre les impôts des entreprises, les investissements et les dividendes aux actionnaires.

Aujourd'hui, la part des salaires dans les richesses créées est plus faible qu'à la sortie de la seconde guerre mondiale. Le chômage explose et le pouvoir d'achat baisse freinant ainsi la relance économique alors que la rentabilité financière des entreprises est en hausse.

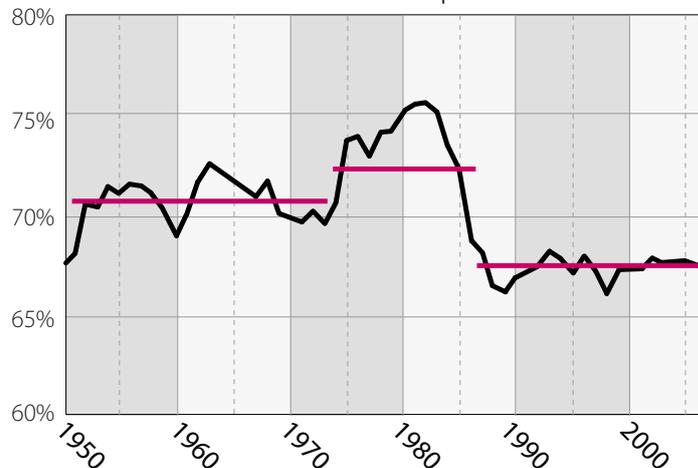
Qui produit la richesse ?

Si vous posez un billet de 100 € sur une table et que vous revenez une semaine plus tard dans la même pièce, vous ne trouverez pas sur cette table 100 € et 10 € à côté. L'argent seul ne crée pas de richesse. Si avec cet argent vous achetez une machine et que vous la laissez seule, vous ne trouverez rien de plus à côté non plus. En revanche si un salarié utilise cette machine, il produira des richesses. La production de richesse est donc le fruit des travailleurs.

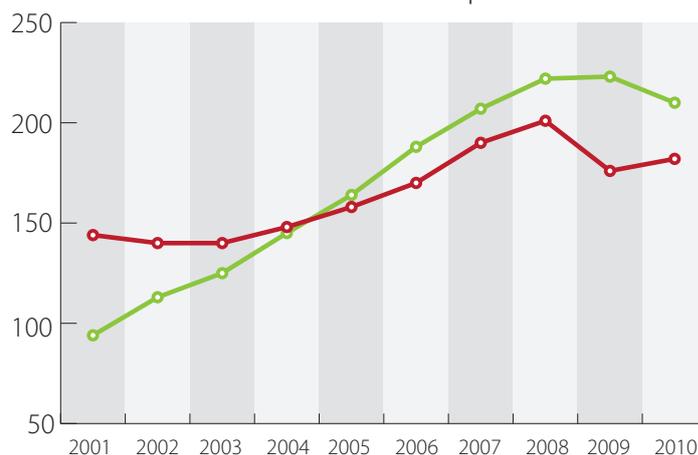
D'où vient le manque de compétitivité ?

Dans le courant des années 80, la part des richesses créées affectées aux salaires a baissé de 10 points. Entre 1985 et 2011, la part des richesses produites affectée au capital est passée de 5 % à 25 %. Aujourd'hui sur 100 € produits par les salariés, 25€ sont directement versés aux actionnaires. Les patrons nous expliquent que c'est nécessaire pour augmenter les investissements. C'est faux. La hausse des dividendes versés aux actionnaires n'a pas conduit à la hausse des investissements. Au contraire, depuis 2005 les versements de dividendes dépassent même ceux destinés à l'investissement. Ce n'est donc pas les salaires qui coûtent cher mais bien l'argent que prennent les actionnaires.

Évolution de la **part des salaires** dans les richesses produites



Évolution des **dividendes** aux actionnaires et de l'**investissement** productif



Comment sortir de cette situation ?

Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, créerait de l'emploi, permettrait de financer la protection sociale et de diminuer le déficit de l'État.

Pour sortir de la crise et retrouver plus de compétitivité, ce n'est donc pas aux salaires qu'il faut s'attaquer mais au capital ! C'est pourquoi la CGT revendique l'urgence d'une augmentation des salaires de l'ensemble des salariés. Ces hausses de salaires leur permettront de mieux consommer et ainsi de relancer la machine économique.